Numéro du rôle : 7132
Arrêt n° 98/2020 du 25 juin 2020

ARRÊT

En cause : la question préjudicielle concernant l'article 2 de la loi du 2 septembre 2018 « modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, en ce qui concerne la confiscation et l'immobilisation des véhicules », posée par le tribunal correctionnel du Luxembourg, division Neufchâteau.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et A. Alen, et des juges L. Lavrysen, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman et M. Pâques, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* *

I. *Objet de la question préjudicielle et procédure*

Par jugement du 6 décembre 2018, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 28 février 2019, le tribunal correctionnel du Luxembourg, division Neufchâteau, a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 2 de la loi du 2 septembre 2018 modifiant notamment l'article 38, § 6, alinéa 1er, des lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière, en ce que ne lui est attachée aucune disposition de droit transitoire, maintenant l'application de l'article 38, § 6, alinéa 1er, des lois coordonnées relatives à la police de la circulation routière, tel qu'il avait été établi par la loi du 6 mars 2018, aux prévenus ayant commis des faits avant l'entrée en vigueur de cette loi du 6 mars 2018 mais jugés après l'entrée en vigueur de la loi du 2 septembre 2018, viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution ? ».

Le Conseil des ministres, assisté et représenté par Me E. Jacobowitz, avocat au barreau de Bruxelles, a introduit un mémoire.

Par ordonnance du 6 mai 2020, la Cour, après avoir entendu les juges-rapporteurs T. Giet et R. Leysen, a décidé que l'affaire était en état, qu'aucune audience ne serait tenue, à moins que le Conseil des ministres n'ait demandé, dans le délai de sept jours suivant la réception de la notification de cette ordonnance, à être entendu, et qu'en l'absence d'une telle demande, les débats seraient clos le 20 mai 2020 et l'affaire mise en délibéré.

Aucune demande d'audience n'ayant été introduite, l'affaire a été mise en délibéré le 20 mai 2020.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *Les faits et la procédure antérieure*

Le prévenu devant le juge *a quo* est accusé d'avoir, en connexité avec des préventions de rébellion et d'outrages, conduit, le 17 septembre 2016, un véhicule en état d'ivresse ou dans un état analogue. Par jugement du 3 février 2015 coulé en force de chose jugée, le prévenu avait déjà été condamné du chef de l'une des infractions visées à l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 « relative à la police de la circulation routière » (ci-après : la loi du 16 mars 1968).

Le juge *a quo* constate que, depuis la date où les faits reprochés ont été commis, l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 a été modifié à deux reprises.

Au moment des faits, l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 disposait qu'il y avait récidive si, dans la période de trois ans à compter du jour du prononcé d'un précédent jugement de condamnation coulé en force de chose jugée, le prévenu avait commis une nouvelle infraction.

Tel qu'il a été modifié par la loi du 6 mars 2018 « relative à l'amélioration de la sécurité routière » (ci-après : la loi du 6 mars 2018), l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 disposait qu'il y avait récidive si, dans la période de trois ans à compter du jour du prononcé d'un précédent jugement de condamnation coulé en force de chose jugée, le prévenu était « à nouveau condamné ».

Le juge *a quo* observe que la loi du 2 septembre 2018 « modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, en ce qui concerne la confiscation et l’immobilisation des véhicules » (ci-après : la loi du 2 septembre 2018) a modifié la disposition précitée, en la rétablissant dans une version quasi identique à celle avant sa modification par la loi du 6 mars 2018, en ce sens qu’il y a récidive si, dans la période de trois ans à compter du jour du prononcé d’un précédent jugement de condamnation coulé en force de chose jugée, le prévenu « viole à nouveau » l’une des dispositions visées à l’article 38, § 6.

Le juge *a quo* constate que les exigences relatives à la récidive sont identiques au moment des faits et au moment où le tribunal doit statuer, de sorte que l’article 2 du Code pénal ne trouve pas à s’appliquer. Toutefois, si le prévenu avait été condamné après l’entrée en vigueur de la loi du 6 mars 2018 mais avant l’entrée en vigueur de la loi du 2 septembre 2018, il aurait pu bénéficier du régime plus favorable prévu par la loi du 6 mars 2018, de sorte que la récidive aurait été appréciée en tenant compte de la condamnation et non de la commission de l’infraction.

Le juge *a quo* considère dès lors qu’il est indiqué de poser à la Cour la question préjudicielle reproduite plus haut.

III. *En droit*

– A –

A.1. Le Conseil des ministres fait valoir que les catégories de personnes comparées ne se trouvent pas dans des situations comparables. Il rappelle que, selon la jurisprudence de la Cour, l’entrée en vigueur d’une réglementation nouvelle n’est pas susceptible de créer une discrimination entre les situations nées sous l’empire de l’ancienne législation et celles soumises à la nouvelle législation.

A.2.1. Le Conseil des ministres estime que la différence de traitement entre les prévenus, qui découle de la modification de la notion de « récidive » dans l’article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968, est justifiée par l’objectif du législateur de réduire le nombre de tués sur la route. La définition de la récidive, donnée par l’article 2 de la loi du 2 septembre 2018, dépend ainsi de la commission de nouveaux faits et non d’une nouvelle condamnation, ce qui se rapproche de la notion de récidive en droit commun, et tend également à assurer un plus grand degré de sécurité en mettant fin à des divergences d’interprétation de l’article 38, § 6.

Cette mesure est pertinente et adéquate, en permettant d’éviter que des prévenus n’usent de mesures dilatoires pour éviter le constat de récidive en retardant le prononcé d’une nouvelle condamnation. Elle repose sur un critère objectif, à savoir le prononcé du jugement portant condamnation à une date antérieure ou postérieure à l’entrée en vigueur, le 12 octobre 2018, de la loi du 2 septembre 2018. Le Conseil des ministres rappelle que, lorsqu’un changement de politique est nécessaire, le législateur peut décider que ce changement doit être appliqué immédiatement ou qu’une mesure transitoire doit être prévue.

A.2.2. Par sa décision d’appliquer immédiatement une définition plus sévère de la récidive, le législateur a pris une mesure proportionnée au regard de l’objectif légitime de réduire le nombre d’accidentés sur la route, en tenant compte de sa marge d’appréciation pour définir les contours de la récidive, au regard des circonstances changeantes de l’intérêt général.

L’application immédiate, sans régime transitoire, de la mesure en cause ne porte pas atteinte de manière excessive au principe de la confiance légitime des prévenus, dont les attentes légitimes doivent être appréciées au moment de la commission des faits qui leur sont reprochés. En l’espèce, au moment des faits de la cause, soit le 17 septembre 2016, la définition de la récidive se référait à la commission d’une nouvelle infraction dans un délai de trois ans à dater de la première condamnation, ce qui n’est pas substantiellement différent du régime prévu par la loi du 2 septembre 2018.

Le Conseil des ministres constate d'ailleurs que le juge *a quo* estime que l'article 2 du Code pénal ne s'applique pas en l'espèce, ce qui démontre qu'il n'a pas été porté atteinte aux attentes légitimes du prévenu qui était déjà, au moment de la commission des faits, en mesure de prévoir les conséquences juridiques de ses actes.

– B –

B.1. L'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 « relative à la police de la circulation routière » (ci-après : la loi du 16 mars 1968) a pour objet de régler la durée de la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur qu'un juge doit prononcer.

Une telle déchéance constitue une peine au sens du Code pénal.

B.2.1. L'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 a été remplacé plusieurs fois au fil des ans.

B.2.2. À l'origine, l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968, inséré par l'article 9, 4^o, de la loi du 9 mars 2014 « modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité et la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs », disposait :

« Sauf dans le cas visé à l'article 37/1, alinéa 1er, le juge doit prononcer la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur pour une période de 3 mois au moins, et subordonner la réintégration dans le droit de conduire à la réussite des quatre examens visés au § 3, alinéa 1er, si le coupable, dans la période de 3 ans à compter du jour du prononcé d'un précédent jugement de condamnation coulé en force de chose jugée du chef de l'une des infractions visées aux articles 29, § 1er, alinéa 1er, 29, § 3, alinéa 3, 30, §§ 1er, 2 et 3, 33, §§ 1er et 2, 34, § 2, 35, 37, 37bis, § 1er, 48 et 62bis, commet à nouveau l'une de ces infractions.

Si le coupable, dans les 3 ans à compter du jour du prononcé d'un précédent jugement de condamnation coulé en force de chose jugée du chef de l'une des infractions visées à l'alinéa 1er, commet à nouveau deux de ces infractions, la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur est de 6 mois au moins et la réintégration dans le droit de conduire est subordonnée à la réussite des quatre examens visés au § 3, alinéa 1er.

Si le coupable, dans les 3 ans à compter du jour du prononcé d'un précédent jugement de condamnation coulé en force de chose jugée du chef de l'une des infractions visées à l'alinéa 1er, commet à nouveau trois ou plus de ces infractions, la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur est de 9 mois au moins et la réintégration dans le droit de conduire est subordonnée à la réussite des quatre examens visés au § 3, alinéa 1er ».

Cette disposition est entrée en vigueur le 1er janvier 2015 (article 8 de l'arrêté royal du 10 juin 2014 « modifiant l'arrêté royal du 21 avril 2007 relatif aux appareils de test et aux appareils d'analyse de l'haleine », modifié par l'article 1er d'un arrêté royal du 21 juillet 2014).

B.2.3. L'article 11, 6°, de la loi du 6 mars 2018 « relative à l'amélioration de la sécurité routière » (ci-après : la loi du 6 mars 2018) remplace l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 par la disposition suivante :

« Le juge doit prononcer la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur pour une période de trois mois au moins et subordonner la réintégration dans le droit de conduire à la réussite des quatre examens visés au § 3, alinéa 1er, si le coupable, dans la période de trois ans à compter du jour du prononcé d'un précédent jugement de condamnation coulé en force de chose jugée du chef de l'une ou plus des infractions visées aux articles 29, § 1er, alinéa 1er, 29, § 3, alinéa 3, 30, §§ 1er, 2 et 3, 33, §§ 1er et 2, 34, § 2, 35, 37, 37bis, § 1er, 48, 62bis ou à l'article 22 de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, est à nouveau condamné du chef de l'une de ces infractions.

Si le coupable, dans les trois ans à compter du jour du prononcé d'un précédent jugement de condamnation dans lequel il est fait application de l'alinéa 1er, et lequel est coulé en force de chose jugée du chef de l'une des infractions visées à l'alinéa 1er, est à nouveau condamné du chef d'une ou plusieurs de ces infractions, la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur est de six mois au moins et la réintégration dans le droit de conduire est subordonnée à la réussite des quatre examens visés au § 3, alinéa 1er.

Si le coupable, dans les trois ans à compter du jour du prononcé d'un précédent jugement de condamnation dans lequel il est fait application de l'alinéa 2, et lequel est coulé en force de chose jugée du chef de l'une des infractions visées à l'alinéa 1er, est à nouveau condamné du chef d'une ou plus de ces infractions, la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur est de neuf mois au moins et la réintégration dans le droit de conduire est subordonnée à la réussite des quatre examens visés au § 3, alinéa 1er ».

B.2.4. L'article 26, alinéa 1er, de la loi du 6 mars 2018, publiée au *Moniteur belge* du 15 mars 2018, dispose :

« La présente loi entre en vigueur le 15 février 2018, à l'exception des articles 10, 14, 16 et 20, et de l'article 25, 2°, qui entrent en vigueur le 1er juillet 2018 ».

B.2.5. L'article 2 de la loi du 2 septembre 2018 « modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, en ce qui concerne la confiscation et l'immobilisation des véhicules » (ci-après : la loi du 2 septembre 2018) remplace la deuxième version de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 par la disposition suivante :

« Le juge doit prononcer la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur pour une période de trois mois au moins et subordonner la réintégration dans le droit de conduire à la réussite des quatre examens visés au § 3, alinéa 1er, si le coupable, après une condamnation par application des articles 29, § 1er, alinéa 1er, 29, § 3, alinéa 3, 30, §§ 1er, 2 et 3, 33, §§ 1er et 2, 34, § 2, 35, 37, 37bis, § 1er, 48, 62bis ou à l'article 22 de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, viole à nouveau une de ces dispositions dans les trois ans à compter du jour du prononcé d'un précédent jugement de condamnation coulé en force de chose jugée.

En cas de récidive dans les trois ans à compter d'une condamnation dans laquelle il est fait application de l'alinéa 1er, et laquelle est coulée en force de chose jugée du chef de l'une des infractions visées à l'alinéa 1er, la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur est de six mois au moins et la réintégration dans le droit de conduire est subordonnée à la réussite des quatre examens visés au § 3, alinéa 1er.

En cas de nouvelle récidive dans les trois ans à compter d'une condamnation dans laquelle il est fait application de l'alinéa 2 ou du présent alinéa et laquelle est coulée en force de chose jugée du chef de l'une des infractions visées à l'alinéa 1er, la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur est de neuf mois au moins et la réintégration dans le droit de conduire est subordonnée à la réussite des quatre examens visés au § 3, alinéa 1er ».

Dès lors qu'elle a été publiée au *Moniteur belge* du 2 octobre 2018, cette troisième version de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 est entrée en vigueur le dixième jour à compter de celui de sa publication, soit le 12 octobre 2018, en vertu de l'article 4 de la loi du 31 mai 1961 « relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires ».

B.2.6. Enfin, l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 a encore été modifié par l'article 2, 1°, de la loi du 8 mai 2019 « modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, et modifiant le Code d'instruction criminelle », mais cette modification est sans incidence sur l'affaire présentement examinée.

B.3.1. La question préjudicielle concerne la troisième version – citée en B.2.5 – de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968, qui, comme il résulte de ce qui précède, produit ses effets à partir du 12 octobre 2018.

B.3.2. Selon cette version, ainsi que selon la première version, de l'article 38, § 6, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1968, le juge doit prononcer la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur pour une période de trois mois au moins et subordonner la réintégration dans le droit de conduire à la réussite des examens y afférents si l'intéressé, dans la période précitée de trois ans, viole à nouveau l'un des articles énumérés dans cette disposition.

Selon le premier alinéa de la deuxième version de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968, le juge doit prononcer la déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur pour une période de trois mois au moins et subordonner la réintégration dans le droit de conduire à la réussite des quatre examens visés au paragraphe 3, alinéa 1er, de cet article, si le coupable, dans la période de trois ans à compter du jour du prononcé d'un précédent jugement de condamnation coulé en force de chose jugée du chef d'une ou de plusieurs infractions visées aux articles énumérés dans cette disposition, « est à nouveau condamné » du chef de l'une de ces infractions. Cette version de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 n'est plus en vigueur depuis le 12 octobre 2018.

B.3.3. Selon une interprétation littérale de la deuxième version de l'article 38, § 6, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1968, la réponse à la question de savoir s'il y a récidive ou non dépend ainsi du moment où le prévenu est à nouveau condamné, alors que, selon la première et la troisième versions de cet article, la réponse à cette question dépend du moment où une nouvelle infraction est commise.

B.4. La Cour est invitée à se prononcer sur la compatibilité, avec les articles 10 et 11 de la Constitution, de la troisième version de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968, telle qu'elle résulte de l'article 2 de la loi du 2 septembre 2018, en ce que cette disposition ne prévoit pas de régime transitoire maintenant l'application de la deuxième version de l'article 38, § 6, alinéa 1er, de la loi du 16 mars 1968 à l'égard des prévenus ayant commis des faits avant l'entrée en vigueur de cette loi du 6 mars 2018 mais jugés après l'entrée en vigueur de la loi du 2 septembre 2018.

Le juge *a quo* interprète les versions successives de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 en ce sens que l'absence d'un tel régime transitoire créerait une différence de traitement entre les prévenus ayant commis des faits avant l'entrée en vigueur de cette loi du 6 mars 2018, selon qu'ils sont jugés avant ou après l'entrée en vigueur de la loi du 2 septembre 2018 : dans le premier cas, les prévenus condamnés après l'entrée en vigueur de la loi du 6 mars 2018 mais avant l'entrée en vigueur de la loi du 2 septembre 2018, ont pu bénéficier du régime de récidive appréciée en tenant compte de la date de la nouvelle condamnation, alors que, dans le second cas, pour les prévenus condamnés après l'entrée en vigueur de la loi du 2 septembre 2018, la récidive est appréciée en tenant compte de la date de la nouvelle infraction.

B.5.1. Les articles 10 et 11 de la Constitution ont une portée générale. Ils interdisent toute discrimination, quelle qu'en soit l'origine : les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination sont applicables à l'égard de tous les droits et de toutes les libertés, en ce compris ceux résultant des conventions internationales liant la Belgique.

B.5.2. L'article 7, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou international. De même il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise ».

L'article 15, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose :

« Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier ».

B.5.3. Il résulte notamment des dispositions conventionnelles précitées que le prévenu ne saurait se voir infliger, du chef d'une infraction, une peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Ces dispositions ont ainsi une portée similaire à celle de l'article 2, alinéa 2, du Code pénal, qui dispose :

« Si la peine établie au temps du jugement diffère de celle qui était portée au temps de l'infraction, la peine la moins forte sera appliquée ».

B.6. Les faits qui sont mis à charge du prévenu devant le juge *a quo* ont été commis le 17 septembre 2016, date à laquelle la première version de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 était applicable. C'est après l'entrée en vigueur de l'article 2 de la loi du 2 septembre 2018, mentionné en B.2.5, qui a remplacé la deuxième version de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 par la troisième version de cet article, que le juge *a quo* doit se prononcer sur les faits reprochés.

B.7.1. En ce qui concerne la deuxième version de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968, la Cour de cassation a jugé :

« Il ressort des travaux préparatoires de la loi modificative du 6 mars 2018 que le législateur entendait, d'une part, ajouter une nouvelle infraction à la liste des infractions, à savoir l'infraction à l'article 22 de la loi du 21 novembre 1989 'relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs' et, d'autre part, supprimer l'exception dans le cas où le juge fait application de l'article 37/1 de la loi relative à la police de la circulation routière. Il en ressort également que le législateur a jugé opportun d'adapter légèrement la formulation de la disposition afin d'éviter des problèmes d'application et a ainsi décidé que ce n'était pas le nombre d'infractions qui devait être pris en compte pour définir le degré d'aggravation de la peine (simple, double, triple), mais bien le nombre de condamnations précédentes.

Les travaux préparatoires de la loi modificative du 2 septembre 2018 indiquent expressément que le législateur a considéré qu'une nouvelle adaptation de l'article 38, § 6, alinéa 1er, de la loi relative à la police de la circulation routière s'imposait, pour le motif que la modification précédente avait suscité un manque de clarté en faisant de la nouvelle condamnation, et non de la commission d'une nouvelle infraction, la seconde condition de l'état de récidive.

Il résulte de l'ensemble des travaux préparatoires mentionnés que le législateur n'a pas eu l'intention que ce soit un jugement de condamnation, dans une période de moins de trois ans, du chef de l'une des infractions mentionnées qui détermine l'état de récidive. Il n'apparaît donc pas que le législateur ait changé de conception en ce qui concerne les conditions qui déterminent l'aggravation de la peine » (Cass., 9 avril 2019, P.18.1208.N, traduction libre. Dans un sens comparable : Cass., 30 janvier 2019, P.18.0879.F; 3 avril 2019, P.18.1224.F).

B.7.2. La jurisprudence contenue dans les arrêts cités de la Cour de cassation portait sur la condamnation d'un prévenu, au moment où la deuxième ou la troisième version de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 était applicable, du chef de nouveaux faits commis dans la période durant laquelle la première version de cet article était applicable.

B.7.3. En ce qui concerne le droit à l'application de la disposition pénale la plus favorable, tel qu'il est garanti par l'article 2, alinéa 2, du Code pénal, par l'article 7, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme et par l'article 15, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Cour de cassation a jugé, par ses arrêts du 30 janvier 2019 et du 3 avril 2019, que le prévenu ne peut pas se prévaloir rétroactivement de la loi qui apparaît plus favorable, si la modification des conditions de fond de la récidive qui en découle est due à une erreur de formulation du texte de la loi que le législateur a par la suite rectifiée (Cass., 30 janvier 2019, P.18.0879.F; 3 avril 2019, P.18.1224.F).

Dans un sens analogue, la Cour de cassation a jugé, par son arrêt du 9 avril 2019, qui portait sur la condamnation d'un prévenu, au moment où la troisième version de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 était applicable, du chef de faits commis au moment où la première version de cet article était applicable, qu'« un prévenu ne peut se prévaloir rétroactivement du régime plus favorable de la loi intermédiaire que lorsqu'il appert de la réglementation modifiée qu'elle est le fruit d'une conception modifiée du législateur quant aux conditions qui déterminent l'aggravation de la peine » (Cass., 9 avril 2019, P.18.1208.N, traduction libre).

La Cour de cassation a ensuite déduit des travaux préparatoires des lois du 6 mars 2018 et du 2 septembre 2018, dans les trois arrêts précités, que le législateur n'avait pas eu l'intention de faire dépendre l'état de récidive simple de la date à laquelle le prévenu est à nouveau condamné, de sorte qu'« il n'apparaît [...] pas que le législateur ait changé de conception en ce qui concerne les conditions qui déterminent l'aggravation de la peine ».

B.8. Les faits qui sont à l'origine de la jurisprudence précitée de la Cour de cassation sont analogues à ceux qui ont donné lieu à l'affaire pendante devant le juge *a quo*, en ce sens que les personnes qui, dans la période durant laquelle la première version de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968 était applicable, ont commis des faits auxquels cette version de cet article pouvait être appliquée, ne pouvaient pas considérer, au moment de la commission de ces faits et sur la base des termes de cette version de cet article, que l'état de récidive était déterminé par la date de la condamnation du chef des nouveaux faits commis. L'affaire présentement examinée diffère ainsi de l'affaire qui a donné lieu à l'arrêt de la Cour n° 63/2020 du 7 mai 2020.

Il en résulte que le prévenu qui, par un jugement prononcé le 3 février 2015 et passé en force de chose jugée, a été condamné en raison de l'une des infractions visées par cet article et qui commet, le 17 septembre 2016, une nouvelle infraction visée par cet article doit être déchu du droit de conduire un véhicule à moteur pour une période de trois mois au moins, même s'il est jugé pour ces faits plus de trois ans après le précédent jugement.

Il découle en effet de la jurisprudence citée en B.7.3 que, dans de telles circonstances, un prévenu ne peut se prévaloir de la deuxième version de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968.

La peine que cette deuxième version établit pour les infractions précitées ne peut dès lors, à l'égard des personnes qui ont commis de nouvelles infractions dans la période durant laquelle la première version de cet article était applicable, être considérée comme étant moins forte que celle qui est établie par la troisième version de l'article 38, § 6, de la loi du 16 mars 1968, en vigueur depuis le 12 octobre 2018.

Les catégories de prévenus mentionnées en B.4 ne sont dès lors pas traitées de manière différente.

B.9. Dès lors que la question préjudicielle se fonde sur une prémisse erronée, la réponse à cette question n'est manifestement pas utile à la solution de ce litige.

B.10. La question préjudicielle n'appelle pas de réponse.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

La question préjudicielle n'appelle pas de réponse.

Ainsi rendu en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 25 juin 2020.

Le greffier,

Le président,

F. Meersschaut

F. Daoût